24/43/A

**TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DU HAINAUT
DU 7 FEVRIER 2025**

Division Charleroi

Cinquième chambre

En cause de:

Monsieur S. V., NN (...), domicilié à (...)

Partie demanderesse,

Comparaissant par son conseil Me Elise VANHOESTENBERGHE, avocat au barreau de Charleroi,
e.vanhoestenbergh@avocat.be

Contre:

La COMMUNAUTE FRANCAISE représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n°0220.916.609, dont les bureaux sont établis au Place de Surllet de Chokier, 15-17 à 1000 Bruxelles.

Partie défenderesse,

Comparaissant par ses conseils Me Eva SIERRA et Me Olivia VENET, avocat à 1000 Bruxelles
ov@v3avocats.be

En présence de:

L'Administration Publique WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n°0725.928.796, dont les bureaux sont Boulevard du Jardin Botanique, 20-22 à 1000 Bruxelles

Partie intervenante volontaire,

Comparaissant par ses conseils Me Eva SIERRA et Me Olivia VENET, avocat à 1000 Bruxelles 1, ov@v3avocats.be

Le tribunal a constaté la production en formes régulières des pièces de procédure prévues par la loi, et a vu notamment la citation introductive d'instance, la requête en intervention volontaire ainsi que les conclusions et dossiers de pièces des parties.

Le tribunal a entendu les conseils des parties en leurs plaidoiries à l'audience publique du 10 janvier 2025, où les débats ont été déclarés clos et la cause prise en délibéré.

Vidant son délibéré, le tribunal rend le jugement suivant :

I. Faits et rétroactes

1. De 2019 à 2021, le demandeur a souhaité débiter une formation de secrétariat médical en cours de jour de promotion sociale, dispensée par IEPS, ci-après « l'école » ou « l'établissement ».

Les formations de l'IEPS se donnent dans les bâtiments de l'ITCF, situés à Rance.

Ces deux écoles sont gérées par le même pouvoir organisateur, à savoir l'administration publique WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT (ci-après « WBE »).

Les cours de promotion sociale de jour sont habituellement donnés à l'étage du bâtiment de plein exercice.

2. Suite à un accident de travail survenu plusieurs années auparavant, le demandeur est en situation de handicap et se déplace en chaise roulante.

Tel que développé ci-après, afin de suivre la formation de jour souhaitée, des aménagements étaient nécessaires en vue de lui permettre d'accéder aux infrastructures (notamment une rampe d'accès et des toilettes PMR).

3. Relativement à l'année scolaire 2019-2020, le demandeur a, le 5 août 2019, contacté l'école via un formulaire de contact¹, dans lequel il faisait part de son intérêt pour la formation en secrétariat médical et sollicitait de plus amples informations sur l'accessibilité des locaux.

Le 26 août 2019, il aurait reçu une réponse écrite² de la directrice faisant fonction, renseignant l'horaire de la formation et les modalités d'inscription, mais aucune information sur l'accessibilité du bâtiment.

Le demandeur aurait alors téléphoné à l'école, en expliquant qu'il se déplace en chaise roulante et en demandant si les cours lui seraient accessibles.

Le secrétariat lui aurait répondu par la négative et que son inscription n'était donc pas possible.

Le 11 septembre 2019, le demandeur aurait envoyé par mail une demande d'inscription³.

¹ Non produit par les parties
² Non produite par les parties
³ Non produite par les parties

Le 12 septembre 2019, une voisine du demandeur se serait présentée en son nom à l'école pour obtenir les documents d'inscription et il lui aurait été répondu que la personne souhaitant procéder à l'inscription devait être là en personne.

Par un courrier du 20 septembre 2019, UNIA⁴, interpellé par le demandeur, a sollicité une rencontre avec l'école afin d'identifier les besoins du demandeur, de prendre connaissance du contexte (les bâtiments) et d'envisager une solution pour permettre au demandeur de rejoindre le cursus le plus rapidement possible et, dans la mesure du possible, encore cette année scolaire 2019-2020.

Le 8 octobre 2019, une réunion s'est tenue en présence de A. R. (direction de l'établissement), B. B. (personne de référence pour l'inclusion au sein de l'établissement) et de deux collaboratrices d'UNIA.

Le compte-rendu de cette réunion acte ce qui suit :

«

Madame R. reconnaît qu'il y a eu un souci dans la réponse du secrétariat apportée à Monsieur V.. Le contexte (période d'inscription) et la demande tardive expliquent certainement ce problème. Unia souligne que Monsieur V. aurait dû être informé de la procédure en vigueur et redirigé vers Madame B., personne de référence pour les étudiants en situation de handicap.

Madame R. mentionne la demande tardive de Monsieur V., arrivée le 5 août alors que les écoles sont, à ce moment-là, en congé et n'ont repris les activités que fin août. (...)

Lorsque Monsieur V. a à nouveau mentionné son souhait de s'inscrire, il a été inscrit sur une liste d'attente, mais le cours était complet. Par ailleurs, les aménagements sont assez importants. En effet, les cours de promotion sociale de jour se donnent à l'étage du bâtiment du plein exercice. Les cours au rez-de-chaussée ne sont, à ce jour, possibles en promotion sociale que le soir. Selon Madame R., il faudrait un dialogue avec le plein exercice pour mettre à disposition un local, sachant qu'il est convenu que les étudiants de plein exercice ne côtoient pas les étudiants du secondaire. Unia mentionne qu'il faut mettre en balance cette mesure avec le droit aux aménagements raisonnables qui doit être garanti pour les étudiants en situation de handicap.

A ce jour il n'est plus possible d'entrer dans la formation car le module 1 est pré-requis à tous les autres. Il s'agit du module d' « introduction à l'informatique ».

Pour cette année (2019-2020), les alternatives proposées par Mesdames R. et B. sont :

- L'existence d'une formation dans un bâtiment accessible mais à Charleroi ;
- Le suivi des cours par correspondance.

Mesdames R. et B. proposent de rencontrer Monsieur V., en présence d'Unia si Monsieur le souhaite, afin d'établir ses besoins et d'envisager l'inscription de Monsieur V. pour l'année 2020-2021.

Lors de la visite du bâtiment, les pistes envisagées (à affiner suite à la rencontre avec Monsieur V.) sont :

Aménagements extérieurs

- o Rampe d'accès pour les marches qui descendent vers l'entrée ;
- o Aménagement de l'espace côté entrée du plein exercice pour ensuite longer le bâtiment et entrer par l'entrée de la promotion sociale ;
- o Place de parking PMR (non évoqué pendant la réunion) ;
- o Rampe d'accès pour passer les trois marches à la porte d'entrée.

⁴ Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations

Aménagements intérieurs

- o Monte-personne -> Le bâtiment appartient au plein exercice et qui va financer ?
- o Plus « facile » à mettre en oeuvre pour tous -> discussion avec le plein exercice pour mettre à disposition des locaux aux Rez-de-chaussée. (..) ».

Le 29 novembre 2019, une seconde réunion était organisée en présence du demandeur. Le demandeur expose qu'il y a été décidé qu'il devait s'inscrire à la prochaine rentrée scolaire et que les aménagements seraient mis en place pour qu'il puisse accéder aux/différents cours (ce qui ne sera pas le cas, cfr développements ci-après).

4. Relativement à l'année scolaire 2020-2021, le demandeur a contacté l'école, préalablement, le 26 mai 2020, afin de connaître les modalités d'inscription et les aménagements mis en place.

La directrice faisant fonction lui aurait répondu revenir vers lui au plus vite car elle faisait face à une surcharge de travail (liée à la pandémie Covid-19 frappant le pays depuis le mois de mars 2020).

En l'absence de suite, à la demande du demandeur, UNIA a contacté l'école le 22 juin 2020. Il lui aurait été répondu que le demandeur était bien inscrit, qu'il allait recevoir les informations utiles dans les jours qui suivent, qu'un aménagement de l'horaire de la section a été pensé et que les cours pourraient être dispensés dans les locaux du rez-de-chaussée appartenant au plein exercice, et que des contacts seront pris fin août afin de pouvoir réaliser les travaux nécessaires à l'accès à ces classes.

Le 25 août 2020, l'IEPS a adressé à l'ITCF une demande d'autorisation d'occupation du local informatique appartenant au plein exercice, situé au rez-de-chaussée (ce qui lui sera refusé, cfr ci-après).

Le demandeur expose avoir adressé des mails à l'école les 11, 25 et 31 août 2020 afin de connaître les modalités de la rentrée et que l'école lui aurait répondu le 31 août 2020 en l'invitant à compléter un formulaire de demande d'aménagements raisonnables⁵.

Le 1er septembre 2020, le demandeur a complété ce formulaire, renseignant la nature des besoins spécifiques et aménagements demandés :

« * Aménagements extérieurs :

- Rampe d'accès qui descende vers l'entrée
- Place de parking réservée
- Aménagement de l'espace côté plein exercice pour ensuite longer le bâtiment et entrer par l'entrée promotion sociale
- Rampe d'accès pour passer les 3 marches à la porte d'entrée

* Aménagements intérieurs :

- Mettre à disposition les locaux du rez-de-chaussée
- Toilettes accessibles ».

Le demandeur expose que le 3 septembre 2020, Madame D., personne de référence en charge des aménagements raisonnables au sein de l'IEPS, a pris contact avec lui et lui aurait annoncé avoir pris connaissance du dossier début septembre 2020, au moment de son entrée en fonction. Une proposition de cours par correspondance aurait été faite au demandeur, lequel aurait exprimé des réticences par rapport à cette proposition.

Par une décision du 14 septembre 2020, l'IEPS a décidé d'un « refus partiel de la demande d'aménagements raisonnables » pour les motifs suivants :

« Considérant que la demande d'aménagements raisonnables impose à l'établissement de prendre les mesures suivantes, l'aménagement d'une place de parking réservée à proximité de la porte d'entrée de

⁵ Mails non produits par les parties

l'établissement est envisagé, cependant, cette place n'est pas carrossable (graviers) ; l'aménagement d'une rampe d'accès est possible mais n'est pas pertinente si l'accès aux locaux du rez-de-chaussée nous est refusé par le plein exercice. Une demande d'occupation du local d'informatique appartenant au plein exercice a été envoyée à la direction le 25 août, la réponse est négative, en raison des aménagements informatiques et numériques apportés à la cyber-classe ainsi qu'à l'ensemble du site.

L'accès aux toilettes du RDC n'est pas autorisé aux étudiants de la promotion sociale et celles-ci ne sont pas adaptées au handicap de Monsieur V..

Proposition alternative : Suite au conseil des études du 10/09/2020, il est proposé à Monsieur V. de pouvoir suivre les cours de la section Secrétariat médical à distance, en visio-conférence. Du matériel informatique adapté sera mis à disposition des professeurs des cours de la section et un local de l'administration communale sera mis à disposition pour d'éventuelles rencontres en présentiel ainsi que pour certaines évaluations. ».

Par un courrier du 15 septembre 2020, UNIA s'est inquiété de la situation et a mis l'école en demeure de régulariser l'inscription du demandeur et de mettre en place au plus vite les aménagements convenus pour qu'il puisse débiter ses cours comme tous les autres étudiants. UNIA rappelait que refuser un aménagement considéré comme raisonnable relève d'une discrimination au sens de la loi.

Le 23 septembre 2020, le demandeur a introduit un recours contre la décision du 14 septembre 2020, lequel a été déclaré fondé par la Commission de l'enseignement de promotion sociale inclusif le 19 octobre 2020 considérant ce qui suit :

« considérant que la Commission constate, à la lecture des pièces du dossier, que le requérant a pris contact en septembre 2019 avec l'établissement afin de se renseigner sur les possibilités d'enseignement et sur la mise en oeuvre du dispositif inclusif dans ledit établissement,

que depuis lors, plusieurs démarches ont été entreprises et plusieurs rencontres ont eu lieu entre le requérant, la direction de l'établissement, le référent inclusif et UNIA afin de trouver des pistes de solutions pour permettre au requérant d'entamer un cursus au sein dudit établissement,

qu'elle constate que, suite à ces rencontres, il avait été convenu que la direction ferait le nécessaire pour que le requérant puisse entamer son cursus scolaire au sein de l'établissement en septembre 2020 ;

considérant que la Commission constate également que le bâtiment dans lequel se situent les locaux en question n'appartient pas à la direction de l'établissement de promotion sociale mais au plein exercice, les deux relevant toutefois du même pouvoir organisateur,

qu'elle constate que la direction de l'établissement de promotion sociale a fait la demande auprès de la direction des locaux du plein exercice afin de pouvoir disposer d'un local à mettre à disposition pour les cours en présentiel du requérant,

qu'elle constate aussi que la direction du plein exercice a répondu à cette demande par la négative ;

considérant que la Commission constate que la demande d'aménagements raisonnables introduite par le requérant est raisonnable en ce qu'elle a été formulée pour la première fois il y a plus d'un an, laissant le temps à l'établissement de promotion sociale de mettre lesdits aménagements raisonnables en oeuvre ; ».

La Commission a en conséquence demandé « à l'établissement de mettre les aménagements raisonnables demandés en oeuvre dans les meilleurs délais, et de communiquer au requérant la durée des mesures transitoires ».

A partir de la semaine du 19 octobre 2020, les cours ont basculé en distanciel pour tous élèves, en raison de la crise sanitaire toujours en cours.

Par un courriel du 18 janvier 2021, l'école a informé le demandeur qu'il devait présenter un examen en présentiel le 1er février 2021. L'école indiquait que les aménagements n'étaient pas encore réalisés, que seule une rampe d'accès provisoire serait présente et qu'il pourrait ainsi rentrer dans le bâtiment avec l'aide d'une tierce personne.

Par un courriel du 28 avril 2021, le demandeur a écrit à l'école qu'il avait décidé de suspendre sa formation et de la poursuivre à la rentrée 2021-2022 « suite à de gros soucis personnels » qui « prennent le dessus ».

L'année scolaire s'est achevée sans que les aménagements n'aient été mis en place. Seule la possibilité de faire réaliser la rampe d'accès au bâtiment par la section maçonnerie de l'ITCF, avec prise en charge du coût des matériaux par WBE, a été envisagée (mais non concrétisée).

5. Relativement à l'année scolaire 2021-2022, en septembre 2021, aucun aménagement raisonnable n'avait encore été mis en oeuvre.

Le 20 septembre 2021, la direction de l'école a donné instruction à tous les professeurs d'organiser les cours en présentiel pour tous les étudiants, et en distancie) pour le demandeur.

Relativement à l'exécution des aménagements demandés, après une nouvelle interpellation ferme d'UNIA indiquant être mandatée pour introduire une action en justice, une rampe d'accès PMR a été installée le 15 octobre 2021.

En novembre 2021, l'école a proposé au demandeur de s'inscrire pour l'année scolaire 2021-2022 avec possibilité de suivre les cours de rattrapage, solution jugée insatisfaisante.

En décembre 2021, WBE a proposé la dispense de cours de rattrapage et le remboursement des frais d'inscription.

Le demandeur a, en définitive, renoncé à s'inscrire à cette formation.

Par un courrier du 31 janvier 2022, UNIA a mis la Fédération Wallonie Bruxelles en demeure de proposer une réparation de la discrimination subie par le demandeur.

Par un courrier du 11 février 2022, WBE a annoncé que les travaux d'aménagement des toilettes PMR étaient à présent terminés, rendant l'établissement pleinement accessible. WBE a pour le surplus contesté toute forme de discrimination, rappelant la crise sanitaire frappant le pays depuis près de deux ans et ne lui ayant pas permis de finaliser les travaux entrepris dans les délais initialement communiqués.

6. Par une citation signifiée le 15 décembre 2023, S. V. a pris l'initiative d'introduire la présente procédure contre la Communauté française aux fins d'obtenir :

- qu'il soit constaté que le demandeur a été victime de discrimination sur base de son handicap ;
- que la défenderesse soit condamnée à lui payer la somme de 1,00 € provisionnel à titre d'indemnisation du préjudice subi, sur un total évalué à 15.000,00 € ;
- que la défenderesse soit condamnée aux frais et dépens de l'instance.

7. Par une requête visée au greffe le 19 janvier 2024, WBE a postulé d'être reçu comme partie intervenante volontaire en la présente cause, aux fins de lui permettre de faire valoir ses observations et moyens de défense.

II Objet de la demande et prétentions des parties

8. S. V. postule ce qui suit (cfr dispositif de ses dernières conclusions) :

« De recevoir les demandes du concluant et les dire fondées à l'égard de WBE ;

D'acter qu'aucune demande n'est dirigée contre la communauté française, citée par une erreur de l'huissier ; ou, à titre subsidiaire, dire irrecevables ou nulles les demandes à son égard.

De constater que Monsieur V. a été victime de discrimination sur base de son handicap ;

De condamner WBE à lui payer les sommes de :

- 7.600,00 € au titre de réparation du dommage moral lié à la perte de 2 années scolaires ;
- 6.087,97 € au titre d'indemnisation du retard dans la carrière causé par la perte de 2 années scolaires ;
- 2.000,00 € au titre de réparation du dommage moral lié à la discrimination subie pendant 3 années ;

Augmentées des intérêts à dater du 1er septembre 2021, date moyenne, et jusqu'à parfait paiement.

De condamner WBE à lui payer la somme provisionnelle de :

- 1,00 € provisionnel, à titre d'indemnisation du préjudice subi au niveau de la perte sur le montant de sa pension,

De condamner WBE aux frais et dépens de l'instance, en ce comprise l'indemnité de procédure liquidée à 1.650,00 € ».

9. L'Administration Public WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT et la COMMUNAUTE FRANÇAISE postulent ce qui suit (cfr dispositif de leurs dernières conclusions) :

« A titre principal

Donner acte à l'Administration publique WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT de son intervention volontaire ;

Déclarer la demande de S. V. irrecevable à l'égard de la Communauté française ;

Déclarer la demande de S. V. non-fondée ;

Le condamner aux entiers dépens de l'instance, en ce compris l'indemnité de procédure.

A titre subsidiaire

Donner acte à l'Administration publique WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT de son intervention volontaire ;

Déclarer la demande de S. V. nulle à l'égard de la Communauté française ;

Déclarer la demande de S. V. partiellement fondée et limiter son dommage à la somme forfaitaire de 1.300€. ».

III. Discussion

A. Quant à l'intervention volontaire

10. Par une requête visée au greffe le 19 janvier 2024, WBE a postulé d'être reçue comme partie intervenante volontaire en la présente cause, aux fins de lui permettre de faire valoir ses observations et moyens de défense.

Il est en effet apparu que suite à une erreur de l'huissier instrumentant, la citation introductive d'instance a erronément été signifiée à la Communauté française en lieu et place de WBE à qui les compétences de la Communauté française en matière d'enseignement ont été déléguées par l'article 2, §1er, du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

WBE a donc bien qualité et intérêt à intervenir en la présente cause et à faire valoir ses observations et moyens de défense à l'encontre de la demande diligentée par le demandeur.

En conséquence, le tribunal donne acte à WBE de son intervention volontaire et la reçoit.

B. Quant à la recevabilité des demandes

a) Quant à demande principale contre la Communauté française

11. Il sera rappelé que suivant l'article 17, alinéa 1er, du Code judiciaire, « l'action ne peut être admise si le demandeur n'a pas qualité et intérêt pour la former ».

Si le demandeur doit avoir qualité à agir, il est également requis que le défendeur ait qualité pour répondre de la demande dirigée à son encontre, ce sous peine d'irrecevabilité de la demande.

La doctrine, conforme à la jurisprudence, enseigne ainsi que :

« La qualité est « le pouvoir en vertu duquel une personne exerce l'action en justice » ; elle s'apprécie au moment de l'introduction de la demande. Elle s'entend tant du côté du demandeur (aspect actif) que de celui du défendeur (aspect passif), de telle sorte que celui qui a la qualité pour agir doit former son action contre celui qui a qualité pour y répondre. Le défaut de qualité est sanctionné par une fin de non-recevoir. » (Droit judiciaire Tome 2 Manuel de procédure civile, sous la direction scientifique de G. DE LEVAL, Bruxelles, Larcier, 2015, p. 95, n° 2.13).

En l'espèce, il n'est pas contesté que la Communauté française n'a pas qualité pour répondre de la demande dirigée erronément à son encontre.

La demande contre la Communauté française est donc dite irrecevable.

b) Quant à demande incidente contre WBE

12. La recevabilité de la demande incidente dirigée contre WBE n'est pas contestée et il n'apparaît pas qu'il existe un moyen d'irrecevabilité que le tribunal devrait soulever d'office.

Cette demande est recevable.

C. Quant au fondement

a) Rappel préalable de diverses dispositions applicables en la matière

13. La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, adoptée le 13 décembre 2006, ratifiée notamment par l'Etat belge, a pour objet de promouvoir, protéger et assurer la

pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes handicapées et de promouvoir le respect de leur dignité intrinsèque⁶.

Par « personnes handicapées », on entend des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres⁷.

La convention précise ce qu'il y a lieu d'entendre par « discrimination fondée sur le handicap », à savoir « toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le handicap qui a pour objet ou pour effet de compromettre ou réduire à néant la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, sur la base de l'égalité avec les autres, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel, civil ou autres. La discrimination fondée sur le handicap comprend toutes les formes de discrimination, y compris le refus d'aménagement raisonnable »⁸.

La convention précise également ce qu'il y a lieu d'entendre par « aménagement raisonnable », à savoir « les modifications et ajustements nécessaires et appropriés n'imposant pas de charge disproportionnée ou induite apportés, en fonction des besoins dans une situation donnée, pour assurer aux personnes handicapées la jouissance ou l'exercice, sur la base de l'égalité avec les autres, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales »⁹.

L'article 24, al. 1er, consacré à l'éducation, dispose par ailleurs que :

« Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à l'éducation. En vue d'assurer l'exercice de ce droit sans discrimination et sur la base de l'égalité des chances, les États Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux et offre, tout au long de la vie, des possibilités d'éducation qui visent

a) Le plein épanouissement du potentiel humain et du sentiment de dignité et d'estime de soi, ainsi que le renforcement du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la diversité humaine ;

b) L'épanouissement de la personnalité des personnes handicapées, de leurs talents et de leur créativité ainsi que de leurs aptitudes mentales et physiques, dans, toute la mesure de leurs potentialités ;

c) La participation effective des personnes handicapées à une société libre. ».

L'article 24, dernier alinéa, prévoit que : « Les États Parties veillent à ce que les personnes handicapées puissent avoir accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, à l'enseignement tertiaire général, à la formation professionnelle, à l'enseignement pour adultes et à la formation continue. À cette fin, ils veillent à ce que des aménagements raisonnables soient apportés en faveur des personnes handicapées. ».

14. La Constitution belge dispose que : « Chaque personne en situation de handicap a le droit à une pleine inclusion dans la société, y compris le droit à des aménagements raisonnables »¹⁰.

⁶ Art. 1^{er}, al., 1^{er}, de la convention

⁷ Art. 1^{er}, al., 1^{er}, de la convention

⁸ Art. 2, al. 4, de la convention

⁹ Art. 2, al. 5, de la convention

¹⁰ Art. 22ter, al. 1er, Const

15. Le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination s'applique notamment en matière d'enseignement¹¹ et prévoit que le refus d'aménagement raisonnable est une discrimination.

Le décret définit les aménagements raisonnables comme « des mesures appropriées, prises en fonction des besoins dans une situation concrète, pour permettre à une personne handicapée d'accéder, de participer et de progresser dans les domaines visés à l'article 4, sauf si ces mesures imposent à l'égard de la personne qui doit les adopter une charge disproportionnée. Cette charge n'est pas disproportionnée lorsqu'elle est compensée de façon suffisante par des mesures existant dans le cadre de la politique publique menée concernant les personnes handicapées ; »¹².

Le décret prévoit que toute discrimination fondée sur l'un des critères protégés (notamment le handicap) est interdite¹³ et précise notamment ce qui suit :

« Toute distinction directe fondée sur l'un des critères protégés constitue une discrimination directe sauf si, et uniquement dans les cas où le présent décret prévoit cette possibilité dans le cadre du Titre II, cette distinction est objectivement justifiée par un but légitime et que les moyens de réaliser ce but sont appropriés et nécessaires.

Toute distinction indirecte fondée sur l'un des critères protégés constitue une discrimination indirecte,
1° A moins que la disposition, le critère ou la pratique apparemment neutre qui est au fondement de cette distinction indirecte soit objectivement justifié par un but légitime et que les moyens de réaliser ce but soient appropriés et nécessaires ; ou,
2° A moins que, en cas de distinction indirecte sur la base d'un handicap, il soit démontré qu'aucun aménagement raisonnable ne peut être mis en place. »¹⁴.

Le décret définit en son article 46 les sanctions applicables en cas de discrimination :

« § 1er. En cas de discrimination, la victime peut réclamer une indemnisation de son préjudice en application du droit de la responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle.

Dans les circonstances ci-après visées, la personne qui a contrevenu à l'interdiction de la discrimination doit verser à la victime une indemnité correspondant, selon le choix de la victime, soit à une somme forfaitaire fixée conformément au § 2, soit au dommage réellement subi par la victime. Dans ce dernier cas, la victime doit prouver l'étendue du préjudice par elle subi.

§ 2. Les dommages et intérêts forfaitaires visés au § 1er sont fixés comme suit :

1° Le montant de l'indemnisation forfaitaire du préjudice moral est fixé à euro 1.300 dans le cas où le contrevenant ne peut démontrer que le traitement litigieux défavorable ou désavantageux aurait également été adopté en l'absence de discrimination, ou en raison d'autres circonstances, telles que la gravité du préjudice moral subi; hors cette hypothèse, l'indemnisation forfaitaire du préjudice moral subi du fait d'une discrimination est fixé à un montant de 650 euros;

2° (...) ».

16. Un protocole du 19 juillet 2007 relatif au concept d'aménagements raisonnables en Belgique décrit les critères auxquels doit répondre l'aménagement raisonnable, à savoir l'efficacité, l'égalité, l'autonomie et la sécurité :

« - être efficace afin de permettre à la personne en situation de handicap de participer effectivement à une activité ; - permettre une participation égale de la personne en situation de handicap ; - permettre

¹¹ Art. 4, 2°, du décret

¹² Art. 3, 9°, du décret

¹³ Art. 5, al. 1 er, du décret.

¹⁴ Art. 5, al. 4-5, du décret.

une participation autonome de la personne en situation de handicap ; - assurer la sécurité de la personne en situation de handicap»¹⁵.

b) Application au cas d'espèce

17. La situation de handicap du demandeur ne fait pas débat, pas plus que son droit à des aménagements raisonnables au sens des dispositions précitées.

18. Sur base des éléments débattus par les parties et soumis à l'appréciation du tribunal, le demandeur établit, avec un degré raisonnable de certitude, qu'il a été victime d'une discrimination en raison de son handicap.

En effet, une demande d'aménagements raisonnables a été exprimée pour son compte dès la réunion du 8 octobre 2019.

Cette demande a été accueillie favorablement par l'école à la réunion du 29 novembre 2019, lors de laquelle il a été décidé que le demandeur devrait s'inscrire à la prochaine rentrée scolaire (2020-2021) et que les aménagements seraient mis en oeuvre pour cette prochaine rentrée.

Tel ne sera pas le cas puisqu'il faudra attendre le 15 octobre 2021 pour qu'une rampe d'accès PMR soit installée et le mois de février 2022 pour la construction d'un WC accessible, soit plus de deux années plus tard !

En s'abstenant de mettre en place, dans un délai raisonnable et au plus tard pour la rentrée scolaire 2020-2021, les aménagements raisonnables requis, WBE n'a pas permis au demandeur d'avoir accès à l'enseignement dans les mêmes conditions que les autres étudiants et dans le respect de son droit à la pleine inclusion.

Si les modifications et ajustements nécessaires et appropriés au demandeur étaient qualifiés « d'importants » lors de la réunion du 8 octobre 2024, ils n'imposaient cependant pas à WBE une charge disproportionnée ou indue.

Par ailleurs, le fait de proposer un enseignement en distanciel à une personne handicapée lui permet certes de suivre la formation mais cela ne rencontre pas les objectifs d'inclusion dans la société, qui impliquent également et notamment des contacts sociaux et une participation active.

Des cours en distanciel ne peuvent constituer qu'une solution provisoire destinée à pallier l'inaccessibilité temporaire des infrastructures à la personne en situation de handicap et ne peuvent pas être considérés comme une équivalence complète à un accès « physique », surtout si la qualité des cours en distanciel n'est, comme en l'espèce, pas équivalente à celle des cours donnés en présentiel vu le matériel informatique utilisé.

Il doit donc s'agir d'une solution temporaire, accompagnée d'un plan d'action clair, avec un calendrier précis des aménagements projetés, de manière à garantir que l'étudiant en situation de handicap puisse, comme tous les autres étudiants, accéder aux infrastructures et assister aux cours en présentiel dès que possible.

Si, à certaines périodes, en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19, les cours ont été dispensés en distanciel pour tous les étudiants, tel n'était pas le cas en permanence. Par moment, le demandeur était le seul étudiant devant suivre les cours en distanciel en raison exclusivement de l'inaccessibilité des infrastructures.

Le demandeur a donc bien été victime d'une discrimination en raison de son handicap.

¹⁵ Art. 2, §2, du protocole

Enfin, le fait que WBE invoque des difficultés liées à la crise du Covid-19 pour tenter de justifier le retard dans la réalisation des aménagements raisonnables ne convainc pas.

La demande d'aménagements était connue depuis le mois d'octobre 2019 et acceptée depuis le mois de novembre 2019, soit bien avant l'apparition de la pandémie en mars 2020. En outre, les travaux étaient d'une ampleur malgré tout limitée puisque s'agissant essentiellement d'une rampe d'accès et de la construction d'un WC accessible, et ils n'ont été achevés qu'en février 2022, soit dans un délai déraisonnable et non justifié par les circonstances exceptionnelles de la pandémie.

Si la crise du Covid-19 a indéniablement créé des défis inédits pour les établissements scolaires, elle ne permet pas de justifier les délais inacceptables constatés en l'espèce.

Le demandeur a donc bien été victime d'une discrimination en raison de son handicap et il appartient à WBE d'assumer sa responsabilité à ce niveau.

19. Sur le plan du dommage, le demandeur revendique la réparation du préjudice qu'il estime avoir réellement subi, en application du droit de la responsabilité civile extracontractuelle.

Le demandeur expose avoir, « non seulement, perdu deux années dans son cursus de formation (année scolaire 2019-2020 et année scolaire 2020-2021) mais (avoir), en outre, été victime de discrimination basée sur son handicap pendant trois années consécutives (refus d'inscription la première année et refus d'aménagements la seconde et la troisième année) »¹⁶.

Le demandeur postule les indemnités suivantes :

- 7.600,00 € pour le dommage moral lié à la perte de deux années scolaires (2019-2020 et 2020-2021), correspondant à deux fois 3.800,00 € conformément au tableau indicatif 2020 ;
- 6.087,97 € pour le retard dans sa carrière lié à la perte de ces deux années scolaires, sur base du calcul qu'il précise (cfr p. 13 de ses dernières conclusions) ;
- 2.000,00 € ex aequo et bono pour le dommage moral lié à la discrimination proprement dite ;
- 1,00 € provisionnel à titre d'indemnisation du préjudice subi au niveau de la perte sur le montant de sa pension.

Comme le soutient subsidiairement WBE, ces revendications financières sont pour partie non fondées.

En effet, le demandeur n'établit pas que la perte des deux années scolaires (2019-2020 et 2020-2021) serait en lien causal avec une faute de WBE.

Pour l'année scolaire 2019-2020, il n'est pas contesté qu'il s'est avéré que l'inscription du demandeur au module 1 « Introduction à l'informatique », nécessaire pour accéder aux autres modules, était tardive, le cours étant déjà complet.

Pour l'année scolaire 2020-2021, lors de laquelle le demandeur était inscrit à la formation, il a décidé, en avril 2021, de suspendre celle-ci et de la poursuivre à la rentrée 2021-2022 « suite à de gros soucis personnels » qui « prennent le dessus » (cfr son mail du 28 avril 2021).

Dans ces circonstances, il n'est pas établi que les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021 auraient été perdues en raison d'une faute imputable à WBE.

Par contre, le demandeur est fondé à réclamer indemnisation du dommage moral subi en raison de la discrimination proprement dite dont il a été victime et qu'il fixe raisonnablement à la somme de 2.000,00 € ex aequo et bono.

¹⁶ Cfr. P. 11 de ses dernières conclusions.

Cette estimation peut être supérieure au forfait de 1.300,00 € visé par l'article 46 du décret du 12 décembre 2018 puisque le demandeur réclame l'indemnisation du préjudice réellement subi, dont il lui appartient certes d'établir l'étendue.

Sur base des éléments soumis à l'appréciation du tribunal, le demandeur établit, avec un degré raisonnable de certitude, que la somme de 2.000,00 € est raisonnable et modérée au vu des circonstances propres de l'espèce, dont la durée de la discrimination subie..

La somme de 2.000,00 € est en conséquence allouée ex aequo et bono et est à majorer des intérêts au taux légal à dater du 1^{er} septembre 2021 (date moyenne postulée par le demandeur) jusqu'à parfait paiement.

20. Eu égard aux raisonnements qui précèdent, il n'y a pas lieu de répondre aux autres moyens développés par les parties ; ceux-ci ne sont ni pertinents ni pertinents.

Il résulte des pièces et explications fournies au tribunal que la demande est partiellement fondée, dans la mesure mieux précisée au dispositif du présent jugement.

D. Quant aux dépens

21. L'article 1017, alinéa 3^{ter}, du Code judiciaire, dispose que : « Tout jugement définitif prononce, même d'office, la condamnation aux dépens contre la partie qui a succombé C..) ».

En l'espèce, WBE est la partie qui succombe et, en conséquence, est condamnée aux dépens de l'instance liquidés pour le demandeur à la somme de 1.650,00 € (indemnité de procédure de base pour une demande dont la valeur se situe entre 10.000,01 € et 20.000,00 €).

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL, STATUANT CONTRADICTOIREMENT,

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, usage de la langue française a été fait ;

1.
Donne acte à l'Administration publique WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT (WBE) de son intervention volontaire et la reçoit.

2.
Dit la demande principale dirigée par S. V. contre la COMMUNAUTE FRANÇAISE irrecevable.

En conséquence, en déboute S. V..

3.
Reçoit la demande incidente dirigée par S. V. contre l'Administration publique WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT (WBE) et la dit partiellement fondée, dans la mesure précisée ci-après.

En conséquence,

Constata que S. V. a été victime de discrimination sur base de son handicap.

Condamne l'Administration publique WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT (WBE) à payer à S. V. la somme de 2.000,00 € en principal, à majorer des intérêts au taux légal à dater du 1^{er} septembre 2021 jusqu'à parfait paiement.

Déboute le demandeur du surplus de ses prétentions.

4.

Condamne l'Administration publique WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT (WBE) aux dépens de l'instance liquidés pour S. V. à la somme de 1.650,00 €.

Condamne l'Administration publique WALLONIE BRUXELLES ENSEIGNEMENT (WBE) à payer le droit de greffe dû en application de l'article 269 du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Ce droit de mise au rôle doit être payé à l'Etat belge sur invitation.

Prononcé à l'audience publique de la Cinquième Chambre civile du Tribunal de Première Instance du Hainaut - division Charleroi, le sept février deux mille vingt-cinq.

Présents : Madame PETIT B., Juge unique
 Madame KERKAR N., Greffier